

**Arrêté complémentaire n° 1122-23-20001 actant du classement IED
du site YVES MADELINE SA à FLERS,**

Le préfet de l'Orne,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le livre V du code de l'environnement, et notamment la section 1 du livre 5, l'article R.515-60, R.515-61 et l'article R.181-45 ;

Vu le décret n°2013-375 du 02 mai 2013 modifiant la nomenclature ICPE et instaurant notamment l'ensemble des rubriques 3000 permettant la transposition de la directive IED ;

Vu le décret du Président de la République en date du 12 janvier 2022 nommant Monsieur Sébastien JALLET Préfet de l'Orne ;

Vu le décret du 17 août 2021 nommant Madame Marie CORNET Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Orne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2022 portant délégation de signature à Madame Marie CORNET, Secrétaire Générale de la préfecture de l'Orne ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 avril 2005, modifié par arrêtés complémentaires du 05 décembre 2009 (RSDE), du 08 août 2011 (actualisation du classement) et du 9 février 2012 (agrément vidangeur) ;

Vu le rapport d'instruction en date du 26 septembre 2022 par l'inspection des installations classées du dossier de réexamen IED et du rapport de base remis par la société YVES MADELINE SA ;

Vu les remarques de l'exploitant transmises le 14 octobre 2022 ;

CONSIDÉRANT que la société YVES MADELINE SA exploite un site de transit de déchets dangereux liquides, pâteux et solides soumis à autorisation au titre des ICPE parcelle cadastrale n° ZI 148 sur la commune de FLERS ;

CONSIDÉRANT que les activités d'entreposage de déchets dangereux autorisées sur le site sont classées à autorisation sous la rubrique IED n°3550 au titre des ICPE ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'actualiser le classement du site pour prendre en compte cette évolution de son classement ;

CONSIDÉRANT que le rapport de base fourni par la société YVES MADELINE SA met en évidence des contaminations des sols au droit du site, liées à l'activité exercée sur le site ;

CONSIDÉRANT que l'article 14 de la directive IED demande aux Etats Membres de s'assurer que l'autorisation prévoit toutes les mesures nécessaires pour assurer le respect des articles 11 et 18 de cette même directive ;

CONSIDÉRANT que ces dispositions sont reprises au sein de l'article R515-60 du code de l'environnement, dont le point f demande notamment une surveillance des eaux souterraines et des sols,

CONSIDÉRANT que, en vertu de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le préfet peut, à tout moment, imposer des prescriptions complémentaires à l'exploitant d'un site ICPE soumise à autorisation ;

CONSIDÉRANT que, par courrier du 14 octobre 2022, l'exploitant a fait part des difficultés anticipées pour installer des piézomètres au droit du site, implanté sur un socle schisteux.

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 – Objet de l'arrêté

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2005, autorisant la société YVES MADELINE SA à exploiter les installations classées de la plate-forme de transit de déchets implantée rue René Prieur à Flers, sont modifiées par le présent arrêté.

Article 2 – Compléments au classement du site

Le tableau de classement du site présent à l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2005 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 08 août 2011 est complété par la ligne suivante :

Rubrique	A ou NC ⁽¹⁾	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère		Volume autorisé
3550	A	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	- 100 m ³ de déchets liquides en réservoirs aériens - 44 m ³ de déchets liquides conditionnés - 50 m ³ de déchets pâteux - 70 m ³ de déchets solides souillés	Quantité de déchets présents	≥ 50	t	260t

A : autorisation

La rubrique IED principale au titre de l'article R.515-61 est donc la rubrique 3550. Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique 3550 sont contenues dans le BREF WT. Du fait de la connexité des installations d'entreposage de déchets non dangereux, le périmètre IED correspond à l'ensemble du site.

Article 3 – Réexamen périodique

L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2005 est complété par le point 2.3 suivant :

2.3 : Réexamen périodique

Le réexamen périodique est déclenché à chaque publication au journal officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au traitement de déchets (WT), conclusions associées à la rubrique principale définie à l'article 2.1 du présent arrêté.

Dans ce cadre, l'exploitant remet au préfet, en trois exemplaires, le dossier de réexamen prévu par l'article R. 515-71 du code de l'environnement, et dont le contenu est précisé à l'article R. 515-72 dudit code, dans les douze mois qui suivent cette publication. Celui-ci tient compte notamment de toutes les meilleures techniques disponibles applicables à l'installation conformément à l'article R. 515-73 du code de l'environnement et suivant les modalités de l'article R. 515-59 1°).

Dans un délai maximum de quatre ans à compter de cette publication au Journal officiel de l'Union européenne, les installations ou équipements concernées doivent être conformes avec les prescriptions issues du réexamen.

L'exploitant peut demander à déroger aux dispositions de l'article R. 515-67 du code de l'environnement, conformément aux dispositions de l'article R. 515-68 dudit code, en remettant l'évaluation prévue par cet article. Dans ce cas, le dossier de réexamen, contenant l'évaluation, sera soumis à consultation du public conformément aux dispositions prévues à l'article L. 515-29 du code de l'environnement et selon les modalités des articles R. 515-76 ou R. 515-77 dudit code. L'exploitant fournit les exemplaires complémentaires nécessaires à l'organisation de cette consultation et un résumé non technique au format électronique.

Le premier réexamen périodique comporte le rapport de base mentionné à l'article L.515-30 du code de l'environnement sauf si celui-ci a déjà été transmis par un autre biais.

Article 4 – Réexamen particulier

L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2005 est complété par le point 2.4 suivant :

2.4 : Réexamen particulier

Le réexamen des prescriptions dont est assortie l'autorisation peut être demandé par voie d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires dans les cas mentionnés au II et III de l'article R. 515-70 du code de l'environnement, en particulier :

- **si la pollution causée est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission ;**
- **lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale, nouvelle ou révisée.**

Le réexamen est réalisé dans les mêmes conditions que celles fixées à l'article précédent ; le dossier de réexamen étant à remettre dans les douze mois à compter de la date de signature de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.

Article 5 – Protection des eaux souterraines

L'article 14 de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2005 est complété par les points 14.11 et 14.12 suivants :

14.11 : Protection des surfaces

L'ensemble des dispositifs et éléments concourant à la protection des sols et des eaux souterraines (réentions, revêtements de surface extérieurs et intérieurs, réseaux enterrés et canalisations, regards, séparateurs/débourbeurs...) doit faire l'objet de contrôles périodiques visant à vérifier leur niveau de vieillissement, leur intégrité et leur capacité à assurer l'isolement des sols et des eaux souterraines. Une liste de ces dispositifs et éléments est établie par l'exploitant, chaque élément est vérifié tous les trois ans au minimum.

Les résultats détaillés de ces contrôles sont consignés dans un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Toute dégradation d'un dispositif ou élément constatée dans le cadre de ces contrôles doit faire l'objet d'actions correctives, dans un délai maximum de 6 mois après le contrôle.

Article 14.12 : Surveillance des eaux souterraines

L'objectif de cette surveillance est d'appréhender et de suivre l'évolution de la qualité des eaux souterraines.

L'exploitant procède à une surveillance de la qualité des eaux souterraines :

- Soit par la réalisation de prélèvements dans un réseau de piézomètres (articles 14.12.1 à 14.12.5 ci-dessous).
- Soit, à défaut, l'exploitant pourra fonder la surveillance sur une évaluation systématique du risque de pollution, dont la première version sera transmise sous trois mois à l'inspection des installations classées. Sous réserve de la validation de document par l'inspection des installations classées, l'exploitant sera dispensé d'appliquer les articles 14.12.1 à 14.12.5 ci-dessous.

Article 14.12.1 – Analyses

Les échantillons sont prélevés, conservés, manipulés et analysés en respectant les méthodes de référence indiquées à l'annexe de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé.

Les campagnes de prélèvement sont réalisées dans le respect des règles de l'art et des normes en vigueur (norme NF X 31-615). Les fiches de prélèvement sont scrupuleusement remplies à chaque campagne de prélèvement en indiquant notamment la profondeur de prélèvement, le temps de purge, le volume purgé, etc.

Les analyses sont réalisées par un laboratoire accrédité COFRAC ou équivalent.

Une esquisse piézométrique est réalisée à chaque campagne de prélèvement afin de déterminer le sens d'écoulement des eaux souterraines à chaque campagne.

Les procédures sont strictement identiques pendant toute la durée de la surveillance, de façon à permettre la comparaison facile entre les différents résultats obtenus et ainsi, de suivre de façon pertinente l'évolution de la qualité des eaux souterraines. Si, du fait

notamment de progrès scientifiques, techniques ou technologiques, des modifications sont apportées à la réalisation de ces différentes procédures, l'exploitant en informe au préalable, pour accord, l'inspection des installations classées en justifiant que ces modifications n'entraînent pas de variation significative des résultats.

Article 14.12.2 – Réseau de surveillance

Le réseau de surveillance se compose au minimum de trois piézomètres (un en amont et deux en aval, dont la profondeur et l'emplacement sont déterminés sur la base d'une étude hydrogéologique°).

L'exploitant veille à l'entretien régulier des piézomètres.

Les têtes des piézomètres sont protégées efficacement contre tout risque de pollution ou de destruction (notamment par des véhicules).

En cas de cessation d'utilisation d'un piézomètre, le responsable du suivi informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines par ce biais.

Article 14.12.3 – Fréquence

La première campagne de surveillance est réalisée au plus tard 6 mois après notification du présent arrêté, puis la surveillance est exercée à minima une fois tous les deux ans. Les modalités et fréquences de la surveillance des eaux souterraines pourront être revues à tout moment à la demande de l'inspection des installations classées.

Article 14.12.4 – Paramètres

Les paramètres recherchés sur les piézomètres susvisés sont au minimum :

Paramètres	
Nom	Code SANDRE
Température	1301
pH	1302
Conductivité à 25°C	1303
Potentiel d'oxydo-réduction (Rh)	2264
Hydrocarbures totaux C10-C40	7154
Somme des HAP (16)	6136
BTEX (Somme de benzène, toluène, éthylbenzène, xylènes)	5918
PCBs (somme des 7 PCBs)	6423
COHV : Tétrachloroéthylène, Trichloroéthylène, 1,2-Dichloroéthylènes cis et trans, Chlorure de vinyle	Tétrachloroéthylène : 1272 Trichloroéthylène : 1286 1,2-Dichloroéthylènes cis et trans : 6365 Chlorure de vinyle : 1753
Métaux (Somme de Ag+Al+As+Cd+Co+Cu+Cr+Fe+Hg+Mn+Ni+Pb+Sn+Zn)	de 8095

Article 14.12.5 – Transmission des résultats

Les résultats des analyses d'eaux souterraines sont transmis à l'inspection des installations classées dans les deux mois qui suivent la réalisation du prélèvement, accompagné d'un rapport précisant au moins les points suivants :

- la date et la méthode de prélèvement (notamment la durée de pompage avant la prise d'échantillon) ;
- le mode de conditionnement, de conservation et de transport des échantillons ;
- la raison sociale, l'adresse et les accréditations et/ou agréments du laboratoire pour ce type d'analyses ;
- la date de réception des échantillons par le laboratoire ;
- s'il y a lieu, la date et la méthode de préparation des échantillons avant analyse ;
- les seuils de détection des analyses pour chaque paramètre,
- la date et la norme des analyses.

Les analyses chimiques sont reprises sous la forme de tableaux, accompagnés de commentaires sur les dépassements et sur l'évolution des concentrations.

Le premier rapport reprend les valeurs des analyses réalisées lors des diagnostics antérieurs. Les valeurs sont également comparées aux valeurs de référence en vigueur.

Si une anomalie est constatée, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées et en donne les causes possibles. En cas de détérioration notable de la qualité des eaux souterraines susceptible d'avoir des répercussions sur la santé humaine, la surveillance est renforcée.

Article 6 – Surveillance des sols

L'article 18 de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2005 est complété par le point 18.1 suivant :

18.1 : Surveillance des sols

Une surveillance périodique de la qualité des sols est effectuée au moins tous les dix ans. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant. Cette surveillance est réalisée en adéquation avec les zones à risques et les substances identifiées dans le rapport de base (transmis le 10/08/2022).

À l'issue de chaque campagne de prélèvements, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus portant sur l'évolution des résultats par rapport aux années précédentes.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.

Article 7 – Cessation d'activité

Le contenu de l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2005 est remplacé par l'article suivant :

Article 17 : Cessation d'activité

En cas de cessation définitive d'une activité classée, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé conformément aux dispositions du code de l'environnement applicables à la

date de cessation d'activité, en tenant compte de l'état des sols au droit du site constaté dans le rapport de base transmis à l'occasion de la révision du BREF WT.

Article 8 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut être déféré auprès du tribunal administratif de CAEN :

1° dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

2° dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée, par les demandeurs ou les exploitants.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 9 – Notification

Le présent arrêté est notifié à Yves MADELINE SA par courrier recommandé avec accusé de réception.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'état dans l'Orne pendant une durée minimale de quatre mois.

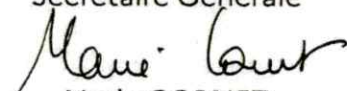
Il est affiché à la mairie du ressort de l'installation pendant un mois avec l'indication qu'une copie intégrale est déposée à la mairie et mise à disposition de tout intéressé. Il est justifié de l'accomplissement de cette formalité par un certificat d'affichage.

Article 10 – Exécution

La Secrétaire Générale de la préfecture de l'Orne, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Alençon, le 04 JAN. 2023

Pour le Préfet,
La Sous-Préfète,
Secrétaire Générale


Marie CORNET

